

MEMORANDUM

HAÏTI, QUEL AVENIR?

LE COLLECTIF DU 4 DECEMBRE SE PRONONCE

Face aux tâtonnements politiques actuels, le COLLECTIF DU 4 DECEMBRE soucieux de voir notre pays aborder sereinement l'avenir et d'ouvrir une voie royale à nos jeunes, croit qu'il est de son devoir de se positionner.

Les perspectives de réforme constitutionnelle et institutionnelle pour arriver à reconquérir notre DIGNITE DE PEUPLE et recadrer notre nation, interpellent notre conscience citoyenne; d'autant plus que la façon dont notre pays est dirigé semble susciter de fortes interrogations.

Il importe avant tout de contribuer à la mise en valeur du «PRODUIT NATIONAL»: le CITOYEN haïtien, la CULTURE haïtienne, la PRODUCTION locale, l'ART haïtien; de responsabiliser les ministres et d'envisager les voies de sortie face aux menaces de toutes sortes qui risquent d'entraîner notre pays vers le chaos et ses imprévisibles conséquences.

Un fait historique: après la chute du régime des Duvalier, la Constituante de l'époque a élaboré la constitution de 1987 laquelle consacrait une rupture d'avec le REGIME DICTATORIAL. Par conséquent, toute tentative de retour à des pratiques qui hypothéqueraient les droits acquis (LIBERTE DE LA PAROLE; LIBERTE DE COMMERCE, RESPECT DES DROITS HUMAINS, EQUITE DES GENRES) serait inacceptable.

S'il est vrai que la constitution de 1987 a été rédigée avec beaucoup d'émotion, il faut admettre que le choix du régime DEMOCRATIQUE était quand même approprié. Malheureusement, les fruits politiques escomptés n'ont pas été au rendez-vous. A preuve, le pays a connu toute une succession de **dictatures populistes** causant la destruction quasi complète de nos principales institutions. Aujourd'hui, nous continuons à en payer les conséquences. Plutôt que de persister dans l'erreur et garder les mêmes réflexes, faisons l'effort d'un dépassement de soi pour déterminer notre DESTINATION avant de choisir la route à suivre.

LE COLLECTIF a déjà, à maintes reprises, invité tous les acteurs à trouver une ENTENTE NATIONALE sur les grands défis de la nation. D'autres, bien avant nous et tout récemment encore, parlaient de Conférence nationale souveraine, d'Etats généraux tout court, voire d'Etats généraux sectoriels. Qu'importe le terme! Ce qui est important et même urgent, c'est que les forces vives de la nation de l'intérieur comme de l'extérieur se mobilisent pour la construction de l'ETAT NATION.

Pour nous, le diagnostic est déjà fait sur ces grands problèmes qui minent notre pays et l'empêchent d'évoluer correctement. Il s'agira de nous mettre d'accord sur les choix pragmatiques de destination. Il nous faut savoir poser les fondamentales et vraies questions.

- o **LE REGIME DEMOCRATIQUE** tel que conçu dans notre constitution actuelle est-il adapté à notre réalité? Au fond, n'y-a-t-il pas lieu de questionner le déséquilibre existant au niveau des trois POUVOIRS?

Le **Pouvoir Législatif** - Est-il vraiment important d'avoir **deux chambres législatives avec des pouvoirs convergents**? Le choix de parlementaire à partir du suffrage universel sans aucune balise institutionnelle rigoureuse et sans certains pré-requis est-il profitable à la nation?

Le **Pouvoir Exécutif** bicéphale dont une tête, le président, élu au suffrage universel sur base de « programme » est considéré MINEUR en cas d'infractions alors que la seconde tête, le premier ministre, tenant son pouvoir du parlement à partir d'un suffrage indirect avec pour mission d'exécuter le programme du président est, quant à lui, considéré MAJEUR en cas de dérives ou d'infractions... Ensuite, ce premier ministre, chef de l'administration publique, nomme les ministres (de concert avec le président) tandis que le président nomme les Directeurs Généraux. Pire encore, depuis quelque temps nous assistons à une anarchie administrative beaucoup plus grave puisque sénateurs et/ou députés choisissent ministres et Directeurs Généraux lors d'un marchandage politique indécent, inélégant et scabreux.

Ces cohabitations potentiellement conflictuelles contribuent-elles réellement à faire fonctionner l'administration publique et sont-elles bénéfiques au pays?

Le **Pouvoir Judiciaire** (actuellement une vue de l'esprit) dont les mécanismes de la mise en place sont viciés à la base occasionnant des difficultés d'une régulation effective de la structure organisationnelle d'une part et d'un déficit à assurer sa mission régaliennne d'autre part. D'où l'intérêt d'une redéfinition du régime démocratique et la création de vrais pouvoirs fonctionnels.

- o **LES PARTIS POLITIQUES.** Ce sont des institutions appelées à conduire la nation vers sa destinée constitutionnelle et à faire des propositions appropriées au pays. Ils souffrent aussi d'un déficit organisationnel et d'un manque de leadership. Dès lors s'affichent existence pléthorique, frontière idéologique difficile à cerner, absence de moyens de fonctionnement, mécanisme de gouvernance questionnable etc. Aussi faut-il une loi adaptée renforçant l'existence des partis politiques tant au point de vue organisationnel, idéologique que financier mais aussi limitant le nombre.
- o **LE SYSTEME EDUCATIF.** Une nation se définit par sa convergence culturelle et l'existence de citoyens éduqués à être à son service. Peut-on dire de nous qu'on est une nation quand notre système éducatif est aussi disparate? A-t-on déjà défini le type de citoyens que l'on veut pour notre nation? A travers le temps, les sociétés évoluent. Il est grand temps pour la nôtre de faire de même. Puisque nous avons fait le choix de la démocratie comme régime politique, il nous faut des citoyens éduqués. N'a-t-on pas encore ici majoritairement des citoyens inaptes pour les temps actuels ? Aussi, plaidons-nous pour un système éducatif national, équitable, produisant des citoyens fonctionnels, responsables, patriotes; un système assurant et facilitant l'égalité des chances.

L'avenir de notre pays, l'avenir de nos jeunes passe nécessairement par l'éducation et une meilleure préparation de la jeunesse d'aujourd'hui afin qu'elle puisse être trempée des vraies valeurs morales autochtones, qu'elle soit prête pour l'exaltante création d'un réel Etat Nation où tout un chacun se retrouve.

- o **LE SYSTEME DE SANTE.** Tout porte à croire que le système de santé est lui-même en agonie. Il est financé en majorité par l'aide extérieure (>50%). Une bonne partie de l'élite économique, y compris la classe moyenne et certains de nos gouvernants achètent des services de santé en dehors du pays. Parallèlement, la majorité de la population n'a pas accès à des soins de santé adéquats malgré l'argent qu'elle dépense en dépit de ses faibles moyens. Ainsi les indicateurs de santé continuent-ils à être alarmants. Le choix d'un système de santé juste, adapté, accessible à tous et sécuritaire s'impose.
- o **LE SYSTEME ECONOMIQUE.** Fragilisé par une importation massive minée par une forte contrebande au détriment de la production nationale, ce système est en asphyxie malgré l'oxygène apporté par les transferts de la diaspora et l'aide extérieure en goutte à goutte qui d'ailleurs s'achemine vers l'extinction. Il faut un frein au gaspillage, à la corruption, à la contrebande! La répartition des maigres ressources est injuste et révoltante. Il nous faut choisir un modèle d'économie dynamique, agressive, progressiste et mieux distribuée. Il nous faut renforcer notre économie par une production nationale massive, qui nous permettrait de créer de nouveaux emplois, de satisfaire les besoins locaux et de dégager un excédent pour l'exportation.
- o **LE SYSTEME JUDICIAIRE** doit guillotiner l'impunité, endiguer la corruption et combattre la détention préventive prolongée, protéger les citoyens et leurs biens de tout abus de pouvoir ou de toute extorsion, en devenant fonctionnel et capable d'assurer une justice équitable et accessible à tous les citoyens indistinctement.
- o **LA SECURITE NATIONALE.** Notre position géo-politique nous impose des choix géo-stratégiques pour notre sécurité et pour la stabilité économique du pays, la surveillance minutieuse de nos frontières, la protection du territoire, la protection du citoyen et le respect de l'environnement. Nous ne pouvons pas continuer à envisager la gestion du pays dans l'amateurisme voire laisser à l'allochtone le soin d'assurer la sécurité nationale. Nous devons faire des choix courageux et mettre en place des institutions stratégiques performantes.
- o **LE SYSTEME CADASTRAL.** Les problèmes récurrents de conflits terriens sont un handicap sérieux au développement économique. C'est un problème qui doit être définitivement adressé, pris à bras le corps et résolu. Un meilleur découpage géographique doit être aussi envisagé dans le but de faciliter un fonctionnement harmonieux et une gestion efficiente du territoire.
- o **L'IDENTIFICATION DE TOUS LES CITOYENS.** Aucun programme sérieux ne peut être envisagé sans une bonne identification de tous les occupants du territoire et de

tous les citoyens en particulier. Ceci participe inexorablement de la construction de l'Etat Nation.

- o **LES INFRASTRUCTURES.** La mise en place des institutions régaliennes est un gage de la stabilité et du maintien de l'équilibre. Il nous faut arriver à l'édification d'institutions crédibles, fortes, et les doter de moyens d'assurer pleinement leurs missions. Particulièrement: La **DOUANE**; les **FORCES ARMEES NATIONALES**; le **CONSEIL ELECTORAL PERMANENT**; la **COUR SUPERIEURE DES COMPTES**; l'**OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN**; l'**ORGANISME CHARGE DE L'IDENTIFICATION DES CITOYENS**; l'**ORGANISME CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**; le **CONSEIL CONSTITUTIONNEL**; les **ORDRES PROFESSIONNEL**.

Ces institutions doivent être protégées de la politique partisane.

Ces grandes questions, à notre sens, doivent faire l'objet du MENU des débats et une ENTENTE NATIONALE doit impérativement être trouvée au plus vite, entente qui devrait déboucher sur l'échéance d'une nouvelle constitution. Sinon, nous nous dirigerons inexorablement vers le chaos, vers une déflagration générale qui nous emportera TOUS.

Aussi, sommes-nous inquiets de l'approche envisageant des amendements constitutionnels dans l'état actuel du pays et compte tenu des expériences récemment vécues. Telle démarche s'avérerait une perte de temps et la tentative d'amendements ne fera que nous engouffrer en plus dans l'anarchie et le désordre.

Par contre, Le COLLECTIF DU 4 DEC est prêt à participer à la mobilisation citoyenne. Nous pensons que l'issue de cette ENTENTE NATIONALE nous permettra de mieux envisager la perspective de la NOUVELLE CONSTITUTION.

VIVE LA DIGNITÉ NATIONALE, VIVE LA PRODUCTION NATIONALE; VIVE UNE ENTENTE NATIONALE.

PRENONS LA BONNE ROUTE POUR UNE NOUVELLE CONSTITUTION ADAPTÉE AUX RÉALITÉS DU PAYS.



Jean-Robert Argant
Coordonnateur général

25 avril 2017